

Pelo Reino Achemita da Jordânia:	Por S. Marino:
Pela República da Coreia:	Pela Arábia Saudita:
Pelo Laos:	Pela Espanha:
Pelo Líbano:	Ad referendum:
Pela Libéria:	<i>R. de la Presilla.</i>
Pela Líbia:	Pela Suécia:
Pelo Grão-Ducado do Luxemburgo:	Sous la réserve consignée dans l'Acte Final:
Pelo México:	<i>G. de Sydow.</i>
<i>José A. Bufort.</i>	<i>A. Appeltofft.</i>
Por Mónaco:	Pela Suíça:
<i>Marcel A. Parmaro.</i>	<i>Fr. Lüthi.</i>
Pelo Nepal:	Pela Síria:
Pelo Reino dos Países Baixos:	Pela Tailândia:
<i>Paymans.</i>	Pela Turquia:
Pela Nova Zelândia:	Pela República Socialista Soviética da Ucrânia:
Pela Nicarágua:	Pela União Sul-Africana:
Pelo Reino da Noruega:	Pela União das Repúblicas Socialistas Soviéticas:
Pelo Paquistão:	Pelo Reino Unido da Brã-Bretanha e Irlanda do Norte:
Pelo Panamá:	<i>Charles Henry Blake.</i>
Ad referendum:	Pelos Estados Unidos da América:
<i>Ernesto de la Ossa.</i>	<i>James J. Wadsworth.</i>
Pelo Paraguai:	<i>Henry H. Kelly.</i>
Pelo Peru:	Pelo Uruguai:
Pela República das Filipinas:	Ad referendum:
<i>Nauro Méndez.</i>	<i>E. Rodriguez Fabregat.</i>
Pela Polónia:	Pela Cidade do Vaticano:
Por Portugal:	<i>Monsenhor Thomas J. McMahon.</i>
Ad referendum:	Pela Venezuela:
<i>Freire de Andrade.</i>	Pelo Vietname:
Pela Roménia:	Pelo Iémene:
	Pela Jugoslávia:

Decreto-Lei n.º 41 675

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, por adesão, o Protocolo adicional à Convenção sobre facilidades aduaneiras a favor do turismo relativo à importação de documentos e de material de propaganda turística, assinado em Nova Iorque em 4 de Junho de 1954, cujo texto francês e respectiva tradução para português são os que seguem anexos ao presente decreto-lei.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 11 de Junho de 1958. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *Marcello Caetano* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *João de Matos Antunes Varela* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Paulo Arsénio Virissimo Cunha* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Raul Jorge Rodrigues Ventura* — *Francisco de Paula Lette Pinto* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *Henrique Veiga de Macedo.*

Protocole additionnel à la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme, relatif à l'importation de documents et de matériel de propagande touristique

Les Etats contractants,

Au moment de la conclusion, par la Conférence des Nations Unies sur les formalités douanières concernant l'importation temporaire des véhicules de tourisme et le tourisme, d'une Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme,

Désireux de faciliter aussi la circulation des documents et du matériel de propagande touristique,

Sont convenus des dispositions complémentaires suivantes:

ARTICLE 1^{er}

Aux fins du présent Protocole, on entend par «droits et taxes d'entrée» non seulement les droits de douane, mais aussi tous droits et taxes quelconques exigibles du fait de l'importation.

ARTICLE 2

Chacun des Etats contractants admet en franchise des droits et taxes d'entrée, à condition qu'ils soient importés d'un autre de ces Etats et qu'il n'y ait pas de raison de craindre un abus:

a) Les documents (dépliants, brochures, livres, revues, guides, affiches encadrées ou non, photographies et agrandissements photographiques non encadrés, cartes géographiques illustrées ou non, vitrauphanies) destinés à être distribués gratuitement et qui ont pour objet essentiel d'amener le public à visiter des pays étrangers, notamment à y assister à des réunions ou à des manifestations présentant un caractère culturel, touristique, sportif, religieux ou professionnel, pourvu que ces documents ne contiennent pas plus de 25 pour cent de publicité commerciale privée et que leur but de propagande de caractère général soit évident;

b) Les listes et annuaires d'hôtels étrangers publiés par les organismes officiels de tourisme ou sous leur patronage et les indicateurs d'horaires relatifs à des services de transports exploités à l'étranger, lorsque ces documents sont destinés à être distribués gratuitement et ne contiennent pas plus de 25 pour cent de publicité commerciale privée;

c) Le matériel technique envoyé aux représentants accrédités ou aux correspondants désignés par des organismes officiels nationaux de tourisme, qui n'est pas destiné à être distribué, c'est-à-dire les annuaires, listes d'abonnés au téléphone, listes d'hôtels, catalogues de foires, échantillons de produits de l'artisanat d'une valeur négligeable, documentation sur les musées, universités, stations thermales, ou autres institutions analogues.

ARTICLE 3

Sous réserve des conditions prévues à l'article 4, est admis en franchise temporaire des droits et taxes d'entrée, avec dispense de la garantie ou de la consignation de ces droits et taxes, le matériel visé ci-dessous, importé de l'un des Etats contractants, et ayant pour objet essentiel d'amener le public à visiter cet Etat, notamment à y assister à des réunions ou à des manifestations de caractère culturel, touristique, sportif, religieux ou professionnel:

a) Objets destinés à être exposés dans les bureaux des représentants accrédités ou des correspondants désignés par des organismes officiels nationaux de tourisme ou dans d'autres locaux agréés par les autorités douanières du pays d'importation: tableaux et dessins; photographies et agrandissements photographiques encadrés; livres d'art; peintures, gravures ou lithographies, sculptures et tapisseries et autre œuvres d'art similaires;

b) Matériel d'étalage (vitrines, supports et objets similaires), y compris les appareils électriques ou mécaniques nécessaires à son fonctionnement;

c) Films documentaires, disques, rubans magnétiques impressionnés et autres enregistrements sonores, destinés à des séances gratuites, à l'exclusion de ceux dont le sujet tend à la propagande commerciale et de ceux qui sont couramment mis en vente dans le pays d'importation;

d) Drapeaux, en nombre raisonnable;

e) Dioramas, maquettes, diapositives, clichés d'impression, négatifs photographiques;

f) Spécimens, en nombre raisonnable, de produits de l'artisanat national, de costumes régionaux et d'autres articles similaires de caractère folklorique.

ARTICLE 4

1. Les facilités visées à l'article 3 sont accordées aux conditions suivantes:

a) Le matériel doit être expédié soit par un organisme officiel de tourisme, soit par un organisme national de propagande touristique relevant de celui-ci. Il en est justifié par la présentation, aux autorités douanières du pays d'importation, d'une attestation, conforme au modèle figurant à l'annexe, du présent Protocole, établie par l'organisme expéditeur;

b) Le matériel doit être importé à destination et sous la responsabilité, soit du représentant accrédité de l'organisme officiel national du tourisme du pays expéditeur, soit du correspondant désigné par l'organisme précité et agréé par les autorités douanières du pays d'importation. La responsabilité du représentant accrédité ou du correspondant agréé s'étend notamment au paiement des droits et taxes d'entrée qui seraient exigibles si les conditions prévues par le présent Protocole n'étaient pas remplies;

c) Le matériel importé doit être réexporté à l'identité par l'organisme importateur; toutefois, la destruction de ce matériel, effectuée dans les conditions que les autorités douanières auront fixées, libère l'importateur de l'obligation de le réexporter.

2. Le bénéfice de l'importation en franchise temporaire est accordé pour une période d'au moins douze mois.

ARTICLE 5

En cas de fraude, de contravention ou d'abus, les Etats contractants ont le droit d'intenter des poursuites pour recouvrer les droits et taxes d'entrée qui seraient dus éventuellement ainsi que pour imposer les pénalités que les personnes bénéficiaires des franchises et autres facilités auraient encourues.

ARTICLE 6

Toute infraction aux dispositions du présent Protocole, toute substitution, fausse déclaration ou manœuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne ou un objet du régime d'importation prévu par ce Protocole expose le contrevenant aux sanctions prévues par la législation du pays où l'infraction a été commise.

ARTICLE 7

1. Les Etats contractants s'engagent à ne pas imposer de prohibitions de caractère économique relativement au matériel visé par le présent Protocole et à supprimer progressivement les prohibitions de cette nature qui pourraient être encore en vigueur.

2. Les dispositions du présent Protocole ne portent cependant pas atteinte à l'application des lois et règle-

ments concernant l'importation de certains objets lorsque ces lois et règlements prévoient des prohibitions basées sur des considérations de moralité publique, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publique.

ARTICLE 8

1. Le présent Protocole sera, jusqu'au 31 décembre 1954, ouvert à la signature au nom de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies et de tout autre Etat invité à participer à la Conférence des Nations Unies sur les formalités douanières concernant l'importation temporaire des véhicules de tourisme et le tourisme, tenu à New York en mai et juin 1954 et ci-après dénommée « la Conférence ».

2. Le présent Protocole devra être ratifié et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 9

1. A partir du 1^{er} janvier 1955, tout Etat visé au paragraphe 1 de l'article 8 et toute autre Etat qui y aura été invité par le Conseil économique et social des Nations Unies pourront adhérer au présent Protocole. L'adhésion sera également possible au nom de tout Territoire sous tutelle dont l'Organisation des Nations Unies est l'Autorité administrante.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 10

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du cinquième instrument de ratification ou d'adhésion non assorti de réserves ou avec réserves acceptées selon les conditions prévues à l'article 14.

2. Pour chaque Etat qui l'aura ratifié ou y aura adhéré après la date du dépôt du cinquième instrument de ratification ou d'adhésion prévu au paragraphe précédent, le Protocole entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt, par cet Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion non assorti de réserves ou avec réserves acceptées selon les conditions prévues à l'article 14.

ARTICLE 11

1. Après que le présent Protocole aura été en vigueur pendant trois ans, tout Etat contractant pourra le dénoncer par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet quinze mois après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en aura reçu notification.

ARTICLE 12

Le présent Protocole cessera de produire ses effets si, à un moment quelconque après son entrée en vigueur, le nombre des Etats contractants est inférieur à deux pendant une période de douze mois consécutifs.

ARTICLE 13

1. Tout Etat pourra, lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, ou à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que le présent Protocole sera applicable à tout ou partie des territoires qu'il représente sur le plan international. Le Protocole sera applicable aux territoires mentionnés dans la notification soit à dater du quatre-vingt-dixième jour après réception de cette notification par

le Secrétaire général si la notification n'est pas assortie d'une réserve, soit à dater du quatre-vingt-dixième jour après que la notification aura pris effet, conformément à l'article 14, soit à la date à laquelle le Protocole sera entré en vigueur pour l'Etat en question, la plus tardive de ces dates étant déterminante.

2. Tout Etat qui aura fait, conformément au paragraphe précédent, une déclaration ayant pour effet de rendre le présent Protocole applicable à un territoire qu'il représente sur le plan international pourra, conformément à l'article 11, dénoncer le Protocole en ce qui concerne ce seul territoire.

ARTICLE 14

1. Les réserves au présent Protocole faites avant la signature de l'Acte final seront recevables si elles ont été acceptées par la Conférence à la majorité de ses membres et consignées dans l'Acte final.

2. Les réserves au présent Protocole présentées après la signature de l'Acte final ne seront pas recevables si un tiers des Etats signataires ou des Etats contractants y fait objection dans les conditions prévues ci-après.

3. Le texte de toute réserve présentée par un Etat au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies lors d'une signature, du dépôt d'un instrument de ratification ou d'adhésion, ou de toute notification prévue à l'article 13, sera communiqué par le Secrétaire général à tous les Etats qui auront signé ou ratifié le Protocole ou qui y auront adhéré. La réserve ne sera pas acceptée si un tiers de ces Etats formule une objection dans les quatre-vingt-dix jours de la date de la communication. Le Secrétaire général informera tous les Etats visés dans le présent paragraphe de toute objection qui lui aura été signifiée ainsi que de l'acceptation ou du rejet de la réserve.

4. Toute objection formulée par un Etat qui aura signé le Protocole, mais ne l'aura pas ratifié, cessera d'avoir effet si l'Etat auteur de l'objection ne ratifie pas le Protocole dans un délai de neuf mois à dater de ladite objection. Si le fait qu'une objection cesse d'avoir effet a pour conséquence d'entraîner l'acceptation de la réserve en application du paragraphe précédent, le Secrétaire général en informera les Etats visés à ce paragraphe. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, le texte d'une réserve ne sera pas communiqué à un Etat signataire qui n'aura pas ratifié le Protocole dans les trois ans qui suivent la date de la signature apposée en son nom.

5. L'Etat qui présente la réserve pourra la retirer dans un délai de douze mois à dater de la communication du Secrétaire général visée au paragraphe 3 annonçant le rejet de la réserve selon la procédure prévue à ce paragraphe. L'instrument de ratification ou d'adhésion ou, selon le cas, la notification prévue à l'article 13, prendra alors effet pour cet Etat à dater du retrait. En attendant le retrait, l'instrument ou, selon le cas, la notification, sera sans effet, à moins qu'en application des dispositions du paragraphe 4 la réserve ne soit ultérieurement acceptée.

6. Les réserves acceptées conformément au présent article pourront être retirées à tout moment par notification adressée au Secrétaire général.

7. Les Etats contractants ne sont pas tenus d'accorder à l'Etat auteur d'une réserve les avantages prévus dans les dispositions du Protocole qui ont fait l'objet de ladite réserve. Tout Etat qui aura recours à cette faculté en avisera le Secrétaire général. Le Secrétaire général en informera alors les Etats signataires et contractants.

ARTICLE 15

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Etats contractants touchant l'interprétation ou l'application du

présent Protocole sera, autant que possible, réglé par voie de négociation entre les Etats en litige.

2. Tout différend qui n'aura pas été réglé par voie de négociation sera soumis à l'arbitrage si l'un quelconque des Etats contractants en litige le demande et sera, en conséquence, renvoyé à un ou plusieurs arbitres choisis d'un commun accord par les Etats en litige. Si, dans les trois mois à dater de la demande d'arbitrage, les Etats en litige n'arrivent pas à s'entendre sur le choix d'un arbitre ou des arbitres, l'un quelconque de ces Etats pourra demander au Président de la Cour internationale de Justice de désigner un arbitre unique devant lequel le différend sera renvoyé pour décision.

3. La sentence de l'arbitre ou des arbitres désignés conformément au paragraphe précédent sera obligatoire pour les Etats contractants intéressés.

ARTICLE 16

1. Après que le présent Protocole aura été en vigueur pendant trois ans, tout Etat contractant pourra, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, demander la convocation d'une conférence à l'effet de reviser le présent Protocole. Le Secrétaire général notifiera cette demande à tous les Etats contractants et convoquera une conférence de révision si, dans un délai de quatre mois à dater de la notification adressée par lui, la moitié au moins des Etats contractants lui signifient leur assentiment à cette demande.

2. Si une conférence est convoquée conformément au paragraphe précédent, le Secrétaire général en avisera tous les Etats contractants et les invitera à présenter, dans un délai de trois mois, les propositions qu'ils souhaiteraient voir examiner par la conférence. Le Secrétaire général communiquera à tous les Etats contractants l'ordre du jour provisoire de la conférence, ainsi que le texte de ces propositions, trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence.

3. Le Secrétaire général invitera à toute conférence convoquée conformément au présent article tous les Etats contractants et tous les autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une des institutions spécialisées.

ARTICLE 17

1. Tout Etat contractant pourra proposer un ou plusieurs amendements au présent Protocole. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui le transmettra à tous les Etats contractants.

2. Tout projet d'amendement qui aura été transmis conformément au paragraphe précédent sera réputé accepté si aucun Etat contractant ne formule d'objection dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle le Secrétaire général aura transmis le projet d'amendement.

3. Le Secrétaire général fera connaître le plus tôt possible à tous les Etats contractants si une objection a été formulée contre le projet d'amendement et, en l'absence d'objection, l'amendement entrera en vigueur pour tous les Etats contractants trois mois après l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe précédent.

ARTICLE 18

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et à tous les autres Etats invités à participer à la Conférence:

a) Les signatures, ratifications et adhésions reçues conformément aux articles 8 et 9;

b) La date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur, conformément à l'article 10;

c) Les dénonciations reçues conformément à l'article 11;

d) L'abrogation du présent Protocole, conformément à l'article 12;

e) Les notifications reçues conformément à l'article 13;

f) L'entrée en vigueur de tout amendement, conformément à l'article 17.

ARTICLE 19

L'original du présent Protocole sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et à tous les autres Etats invités à participer à la Conférence.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

Fait à New-York, le quatre juin mil neuf cent cinquante-quatre, en un seul exemplaire, en langues anglaise, espagnole et française, les trois textes faisant également foi.

Le Secrétaire général est invité à établir, du présent Protocole, une traduction en langues chinoise et russe faisant autorité, et à joindre les textes chinois et russe aux textes anglais, espagnol et français lorsqu'il transmettra aux Etats les copies certifiées conformes visées à l'article 19 du présent Protocole.

ANNEXE

MODÈLE D'ATTESTATION

(A rédiger dans la langue du pays d'exportation avec traduction en anglais ou en français)

ATTESTATION

pour l'IMPORTATION EN FRANCHISE TEMPORAIRE, avec dispense de la garantie ou de la consignation des droits et taxes d'entrée, du matériel de propagande touristique

L' (nom de l'organisme) expédie, sous le couvert de la présent attestation, le matériel de propagande touristique ci-après, adressé au représentant accrédité (ou correspondant agréé) désigné ci-dessous, pour importation temporaire, à charge de réexportation dans un délai de douze mois. Cette expédition est faite dans le seul but d'encourager les touristes à visiter le pays d'exportation du matériel en question.

L' (nom de l'organisme) s'engage à ne pas céder ce matériel à titre gratuit ou onéreux sans le consentement de l'Administration des douanes du pays d'importation du matériel et sans avoir accompli au préalable les formalités que cette administration pourrait exiger.

Cette importation temporaire est effectuée sous la responsabilité et la garantie du représentant accrédité ou du correspondant agréé mentionné ci-dessous.

a) Inventaire du matériel:

...
...
...
...

b) Nom et adresse du représentant accrédité ou du correspondant agréé à qui le matériel est adressé:

...
...

(Date, signature et cachet de l'organisme officiel national du tourisme du pays expéditeur).

Protocolo adicional à Convenção sobre facilidades aduaneiras a favor do turismo relativo à importação de documentos e de material de propaganda turística

Os Estados contratantes,

No momento em que a Conferência das Nações Unidas sobre Formalidades Aduaneiras relativas à importação temporária de veículos de turismo e ao turismo acaba de aprovar uma Convenção sobre as facilidades aduaneiras a favor do turismo,

Desejando facilitar igualmente a circulação de documentos e material de propaganda turística,

Acordaram nas disposições complementares seguintes:

ARTIGO 1.º

Para os fins do presente Protocolo, entende-se por «direitos e taxas de entrada» não só os direitos aduaneiros como também quaisquer direitos e taxas cobrados na importação.

ARTIGO 2.º

Desde que provenham de outro Estado contratante e que não haja motivo para recear abuso, cada um dos Estados contratantes permitirá a importação, com dispensa de pagamento de direitos e taxas de entrada, de:

a) Documentos (*dépliants*, folhetos, livros, revistas, guias, cartazes, com ou sem moldura, fotografias e ampliações fotográficas sem moldura, mapas geográficos, ilustrados ou não, e impressos transparentes para vidro) destinados a ser distribuídos gratuitamente e que têm por objectivo essencial levar o público a visitar países estrangeiros, designadamente a aí assistir a reuniões ou manifestações de carácter cultural, turístico, desportivo, religioso ou profissional, contanto que esses documentos não contenham mais de 25 por cento de publicidade comercial particular e que o seu objectivo de propaganda de carácter geral seja evidente;

b) Listas e anuários de hotéis estrangeiros publicados pelos organismos oficiais de turismo ou sob os seus auspícios e os horários dos serviços de transporte explorados no estrangeiro, quando esses documentos sejam destinados a ser distribuídos gratuitamente e não contenham mais de 25 por cento de publicidade comercial particular;

c) Material técnico enviado aos representantes acreditados e aos correspondentes designados por organismos oficiais nacionais de turismo que não seja destinado a ser distribuído, tais como anuários, listas de assinantes telefónicos, listas de hotéis, catálogos de feiras, amostras de produtos do artesanato, de valor insignificante, documentação sobre museus, universidades, estâncias termais ou outras instituições análogas.

ARTIGO 3.º

Sob reserva das condições previstas no artigo 4.º, permitir-se-á, com dispensa de pagamento de direitos e taxas de entrada, e sem se exigir a garantia desses direitos e taxas prestada por depósito ou fiança, a importação temporária, de um dos Estados contratantes, do material abaixo indicado que tenha por objectivo essencial levar o público a visitar esses Estados, designadamente a aí assistir a reuniões ou manifestações de carácter cultural, turístico, desportivo, religioso ou profissional:

a) Objectos destinados a serem expostos nos escritórios dos representantes acreditados ou dos correspondentes designados por organismos oficiais nacionais de turismo ou noutros locais aprovados pelas autoridades aduaneiras do país de importação: quadros e desenhos; fotografias e ampliações fotográficas emolduradas; livros de arte; pinturas, gravuras ou litografias, esculturas e tapeçarias e outras obras de arte similares;

b) Material de exposição (escaparates, suportes e objectos similares), incluindo os aparelhos eléctricos ou mecânicos necessários ao seu funcionamento;

c) Filmes documentais, discos, fitas magnéticas gravadas e outras gravações sonoras, destinadas a sessões gratuitas, com exclusão daqueles cujo assunto vise a propaganda comercial e daqueles que são correntemente postos à venda ao público no país de importação;

d) Bandeiras em número razoável;

e) Dioramas, maquetas, diapositivos, placas de impressão, negativos fotográficos;

f) Amostras, em número razoável, de produtos do artesanato nacional, de trajes regionais e outros artigos similares de carácter folclórico.

ARTIGO 4.º

1. As facilidades previstas no artigo 3.º serão concedidas nas condições seguintes:

a) O material deve ser expedido, quer por um organismo oficial de turismo, quer por um organismo nacional de propaganda turística dele dependente, o que será justificado pela apresentação, às autoridades aduaneiras do país de importação, de um atestado, conforme o modelo anexo ao presente Protocolo, passado pelo organismo remetente;

b) O material deverá ser destinado, quer ao representante acreditado do organismo oficial nacional de turismo do país remetente, quer ao correspondente designado por esse organismo e aprovado pelas autoridades aduaneiras do país de importação, e importado sob a responsabilidade desse representante ou correspondente. Esta responsabilidade estende-se, designadamente, ao pagamento dos direitos e taxas de entrada que seriam exigíveis no caso de não serem preenchidas as condições previstas no presente Protocolo;

c) O material importado deverá ser reexportado da mesma forma pelos organismos importadores; no entanto, a inutilização desse material, efectuada nas condições fixadas pelas autoridades aduaneiras, exonera o importador da obrigação de o reexportar.

2. O privilégio da importação temporária, com dispensa de pagamento de direitos e taxas de entrada, será concedido por um período não inferior a doze meses.

ARTIGO 5.º

No caso de fraude, contravenção ou abuso, os Estados contratantes têm o direito de tomar as medidas necessárias para a cobrança dos direitos e taxas de entrada eventualmente devidos e de impor as sanções em que tiverem incorrido as pessoas que beneficiaram das isenções e outras facilidades.

ARTIGO 6.º

Qualquer infracção ao disposto no presente Protocolo, qualquer substituição, falsa declaração ou manobra que tenha por efeito conceder a uma pessoa ou objecto o benefício indevido do regime de importação previsto no presente Protocolo, expõe o infractor, no país em que a infracção for praticada, às sanções consignadas na legislação desse país.

ARTIGO 7.º

1. Os Estados contratantes comprometem-se a não impor proibições de carácter económico em relação ao material visado no presente Protocolo e a suprimir progressivamente as proibições dessa natureza que ainda estejam em vigor.

2. As disposições do presente Protocolo não prejudicarão, no entanto, a aplicação das leis e regulamentos referentes à importação de certos objectos quando essas leis e regulamentos prevejam proibições baseadas em motivos de moralidade pública, de segurança pública, de higiene ou de saúde pública.

ARTIGO 8.º

1. O presente Protocolo ficará aberto, até 31 de Dezembro de 1954, à assinatura de qualquer Estado Membro da Organização das Nações Unidas e de qualquer outro Estado convidado a participar na Conferência das Nações Unidas sobre formalidades aduaneiras relativas à importação temporária de veículos de turismo e ao turismo, realizada em Nova Iorque em Maio e Junho de 1954 e abaixo designada por «Conferência».

2. O presente Protocolo deverá ser ratificado e os instrumentos de ratificação serão depositados junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

ARTIGO 9.º

1. A partir de 1 de Janeiro de 1955, qualquer dos Estados mencionados no § 1.º do artigo 8.º e qualquer outro Estado que para tal tenha sido convidado pelo Conselho Económico e Social das Nações Unidas poderá aderir ao presente Protocolo. Será igualmente possível a adesão em nome de qualquer território sob tutela confiado à administração das Nações Unidas.

2. A adesão será feita mediante depósito de um instrumento de adesão junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

ARTIGO 10.º

1. O presente Protocolo entrará em vigor no nonagésimo dia seguinte à data do depósito do quinto instrumento de ratificação ou adesão, quer sem reservas, quer com reservas aceites nas condições previstas no artigo 14.º

2. Para cada Estado que o tiver ratificado ou a ele tiver aderido depois da data de depósito do quinto instrumento de ratificação ou adesão previsto no parágrafo anterior, o Protocolo entrará em vigor no nonagésimo dia seguinte à data do depósito, por esse Estado, do seu instrumento de ratificação ou adesão, quer sem reservas, quer com reservas aceites de harmonia com as condições previstas no artigo 14.º

ARTIGO 11.º

1. Depois de o presente Protocolo ter estado em vigor durante três anos, qualquer Estado contratante poderá denunciá-lo por meio de notificação dirigida ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

2. A denúncia tornar-se-á efectiva quinze meses depois da data em que o Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas tenha recebido a notificação.

ARTIGO 12.º

O presente Protocolo deixará de produzir os seus efeitos se, em qualquer altura depois da sua entrada em vigor, o número dos Estados contratantes for inferior a dois durante um período de doze meses consecutivos.

ARTIGO 13.º

1. Qualquer Estado poderá, na altura do depósito do seu instrumento de ratificação ou adesão, ou, ulteriormente, em qualquer altura, declarar, por meio de notificação dirigida ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, que o presente Protocolo será aplicável à totalidade ou parte dos territórios que representa no plano internacional. O Protocolo será aplicável aos territórios mencionados na notificação, quer a partir do

nonagésimo dia depois da recepção dessa notificação pelo Secretário-Geral, se a notificação não incluir qualquer reserva, quer a partir do nonagésimo dia posterior à data em que a notificação se tiver tornado efectiva, de harmonia com o artigo 14.º, quer na data em que o Protocolo tiver entrado em vigor para o Estado em questão, no caso de esta ser posterior.

2. Qualquer Estado que, de harmonia com o parágrafo anterior, tiver feito uma declaração no sentido de tornar o presente Protocolo aplicável a um território que represente no plano internacional poderá, em conformidade com o artigo 11.º, denunciar o Protocolo unicamente em relação a esse território.

ARTIGO 14.º

1. As reservas feitas ao presente Protocolo antes da assinatura da Acta final serão admitidas se forem aceites pela Conferência, por maioria dos seus membros, e consignadas na Acta final.

2. As reservas ao presente Protocolo apresentadas depois da assinatura da Acta final não serão admitidas se um terço dos Estados signatários ou dos Estados contratantes opuser quaisquer objecções nas condições abaixo mencionadas.

3. O texto de qualquer reserva apresentada por um Estado ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas quando de uma assinatura, do depósito de um instrumento de ratificação ou adesão ou de qualquer notificação prevista no artigo 13.º será comunicado pelo Secretário-Geral a todos os Estados que tiverem assinado ou ratificado o Protocolo ou a ele tiverem aderido. A reserva não será aceite se um terço desses Estados formular uma objecção dentro de um prazo de noventa dias, a contar da data da comunicação. O Secretário-Geral informará todos os Estados visados no presente parágrafo de qualquer objecção que lhe tenha sido notificada, assim como de aceitação ou rejeição da reserva.

4. Qualquer objecção formulada por um Estado que tenha assinado o Protocolo, mas que não o tenha ratificado, cessará de ter efeito se o Estado que a formulou não ratificar o Protocolo no prazo de nove meses, a contar da referida objecção. Se o facto de uma objecção deixar de ter efeito tiver como consequência a aceitação da reserva, de harmonia com o parágrafo anterior, o Secretário-Geral comunicá-lo-á aos Estados mencionados nesse parágrafo. Não obstante o disposto no parágrafo anterior, o texto de uma reserva não será comunicado a um Estado signatário que não tenha ratificado o Protocolo dentro dos três anos seguintes à data da assinatura aposta em seu nome.

5. O Estado que apresentar a reserva poderá retirá-la num prazo de doze meses, a contar da data da comunicação do Secretário-Geral, nos termos do § 3.º, anunciando a rejeição da reserva, segundo o processo previsto nesse parágrafo. O instrumento de ratificação ou adesão ou, conforme o caso, a notificação prevista no artigo 13.º produzirá então efeito, em relação a esse Estado, a contar da data da retirada. Até que a reserva seja retirada, o instrumento ou, conforme o caso, a notificação ficará sem efeito, a menos que a reserva seja ulteriormente aceite, nos termos do disposto no § 4.º

6. As reservas aceites de harmonia com o presente artigo poderão ser retiradas em qualquer altura por meio de notificação dirigida ao Secretário-Geral.

7. Os Estados contratantes não são obrigados a conceder ao Estado autor de uma reserva as vantagens previstas nas disposições do Protocolo que foram objecto da referida reserva. Qualquer Estado que recorra a essa faculdade dará desse facto conhecimento ao Secretário-Geral, o qual, por sua vez, informará todos os Estados signatários e contratantes.

ARTIGO 15.º

1. Qualquer controvérsia entre dois ou mais Estados contratantes, quanto à interpretação ou aplicação do presente Protocolo, será resolvida, na medida do possível, por via de negociações entre os Estados em litígio.

2. Qualquer controvérsia que não tenha sido resolvida por via de negociações será submetida a arbitragem, a requerimento de qualquer dos Estados contratantes em litígio, e será, conseqüentemente, submetida a um ou mais árbitros escolhidos de comum acordo pelos Estados em litígio. Se dentro do prazo de três meses, a contar do pedido de arbitragem, os Estados em litígio não chegarem a acordo quanto à escolha do árbitro ou árbitros, qualquer desses Estados poderá solicitar ao presidente do Tribunal Internacional de Justiça que designe um árbitro único perante o qual a controvérsia será submetida para resolução.

3. A decisão do árbitro ou árbitros designados de harmonia com o parágrafo anterior será obrigatória para os Estados contratantes interessados.

ARTIGO 16.º

1. Depois de o presente Protocolo ter estado em vigor durante três anos, qualquer Estado contratante poderá, por meio de notificação dirigida ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, requerer a convocação de uma conferência, com o fim de rever o presente Protocolo. O Secretário-Geral notificará esse requerimento a todos os Estados contratantes e convocará uma conferência de revisão se, no prazo de quatro meses, a contar da data da notificação por ele enviada, metade, pelo menos, dos Estados contratantes lhe comunicar o seu acordo.

2. Se for convocada uma conferência, de harmonia com o parágrafo anterior, o Secretário-Geral comunicá-lo-á a todos os Estados contratantes e convidá-los-á a apresentar, num prazo de três meses, as propostas que desejem ver examinadas pela Conferência. O Secretário-Geral comunicará a todos os Estados contratantes a agenda provisória da Conferência, assim como o texto dessas propostas, três meses, pelo menos, antes da data da abertura da Conferência.

3. O Secretário-Geral convidará, para qualquer conferência convocada nos termos do presente artigo, todos os Estados contratantes e todos os outros Estados Membros da Organização das Nações Unidas ou de uma das suas instituições especializadas.

ARTIGO 17.º

1. Qualquer Estado contratante poderá propor uma ou várias emendas ao presente Protocolo. O texto de qualquer projecto de emenda será comunicado ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, que, por sua vez, o transmitirá a todos os Estados contratantes.

2. Qualquer projecto de emenda que tenha sido transmitido, de harmonia com o parágrafo anterior, será considerado aceite se nenhum dos Estados contratantes formular qualquer objecção dentro de um prazo de seis meses, a contar da data em que o Secretário-Geral tiver transmitido o projecto de emenda.

3. O Secretário-Geral dará a conhecer a todos os Estados contratantes, com a maior brevidade possível, qualquer objecção que tenha sido formulada contra o projecto de emenda e, na ausência de qualquer objecção, a emenda entrará em vigor para todos os Estados contratantes três meses depois de expirado o prazo de seis meses mencionado no parágrafo anterior.

ARTIGO 18.º

O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas notificará a todos os Estados Membros da Organi-

zação das Nações Unidas e a todos os outros Estados convidados a participar na Conferência:

a) As assinaturas, ratificações e adesões recebidas nos termos dos artigos 8.º e 9.º;

b) A data em que o presente Protocolo entrará em vigor, de harmonia com o artigo 10.º;

c) As denúncias recebidas nos termos do artigo 11.º;

d) A abrogação do presente Protocolo em conformidade com o artigo 12.º;

e) As notificações recebidas de harmonia com o artigo 13.º;

f) A entrada em vigor de qualquer emenda de harmonia com o artigo 17.º

ARTIGO 19.º

O original do presente Protocolo será depositado junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, que dele transmitirá cópias devidamente autenticadas a todos os Membros da Organização das Nações Unidas e a todos os outros Estados convidados a participar na Conferência.

Em fé do que, os abaixo assinados, para tal devidamente autorizados, assinaram o presente Protocolo.

Feito em Nova Iorque, em 4 de Junho de 1954, num único exemplar, em línguas inglesa, espanhola e francesa, fazendo igualmente fé os três textos.

O Secretário-Geral é convidado a mandar executar uma tradução do presente Protocolo nas línguas chinesa e russa, fazendo fé, e a juntar os textos chinês e russo aos textos inglês, espanhol e francês quando transmitir aos Estados as cópias autenticadas mencionadas no artigo 19.º do presente Protocolo.

ANEXO

MODELO DE ATESTADO

(A redigir na língua do país de exportação com a tradução em inglês e francês)

ATESTADO

Para IMPORTAÇÃO TEMPORÁRIA de material de propaganda turística, com dispensa de pagamento e de garantia de direitos e taxas de entrada

O (A) (nome da entidade) remete, juntamente com o presente atestado, o material de propaganda turística abaixo discriminado, destinado ao representante acreditado (ou correspondente autorizado) para efeito de importação temporária, com o compromisso de reexportação num prazo de doze meses. Esta remessa destina-se exclusivamente a estimular os turistas a visitarem o país de exportação do referido material.

O (A) (nome da entidade) compromete-se a não ceder este material, a título gracioso ou oneroso, sem o consentimento da alfândega do país de importação do mesmo e sem o prévio cumprimento das formalidades que essa alfândega possa exigir.

Esta importação temporária é efectuada sob a responsabilidade e a garantia do representante acreditado ou do correspondente autorizado abaixo mencionado.

a) Relação do material:

...
...
...
...

b) Nome e morada do representante acreditado ou do correspondente autorizado a quem o material é destinado:

...
...

(Data, assinatura e chancela do organismo oficial nacional do turismo do país expedidor).

- Pelo Afeganistão:
- Pela Albânia:
- Pela Argentina:
Ad referendum:
Luis J. Estevarena.
- Pela Austrália:
- Pela Austria:
Dr. J. Stangelberger.
- Pelo Reino da Bélgica:
Sous réserve de ratification:
Ch. Hopchet.
- Pela Bolívia:
- Pelo Brasil:
- Pela Bulgária:
- Pela União da Birmânia:
- Pela República Socialista Soviética da Bielorrússia:
- Pelo Camboja:
Iem Kadul.
- Pelo Canadá:
- Pelo Ceilão:
- Pelo Chile:
- Pela China:
- Pela Colômbia:
- Pela Costa Rica:
Ad referendum:
J. F. Carballo.
- Por Cuba:
July 20th 1954.
José Miguel Ribas.
- Pela Checoslováquia:
- Pela Dinamarca:
- Pela República Dominicana:
- Pelo Equador:
B. Oquendo.
- Pelo Egipto:
Rachad Mourad.
- Por El Salvador:
- Pela Etiópia:
- Pela Finlândia:
- Pela França:
Philippe de Seynes.
- Pela República Federal Alemã:
Richard Paulig.
Walter Wagner.
- Pela Grécia:
- Pela Guatemala:
- Pelo Haiti:
Ernest C. Chauvet.
- Por Honduras:
Tibúrcio Carías Jr.
June 15, 1954.
- Pela Hungria:
- Pela Islândia:
- Pela Índia:
- Pela Indonésia:
- Pelo Irão:
- Pelo Iraque:
- Pela Irlanda:
- Por Israel:
- Pela Itália:
Ugo Calderoni.
- Pelo Japão:
- Pelo Reino Achemita da Jordânia:
- Pela República da Coreia:
- Pelo Laos:
- Pelo Líbano:
- Pela Libéria:
- Pela Líbia:
- Pelo Grão-Ducado do Luxemburgo:
- Pelo México:
José A. Bufort.
- Por Mónaco:
Marcel A. Parmaro.
- Pelo Nepal:
- Pelo Reino dos Países Baixos:
Paymans.
- Pela Nova Zelândia:
- Pela Nicarágua:
- Pelo Reino da Noruega:

Pelo Paquistão:
 Pelo Panamá:
 Ad referendum:
 Ernesto de la Ossa.
 Pelo Paraguai:
 Pelo Peru:
 Pela República das Filipinas:
 Mauro Méndez.
 Pela Polónia:
 Por Portugal:
 Pela Roménia:
 Por São Marino:
 Pela Arábia Saudita:
 Pela Espanha:
 Pela Suécia:
 G. de Sydow.
 A. Appelfoht.
 Pela Suíça:
 Fr. Lüthi.
 Pela Síria:
 Pela Tailândia:
 Pela Turquia:
 Pela República Socialista Soviética da Ucrânia:
 Pela União Sul-Africana:
 Pela União das Repúblicas Socialistas Soviéticas:
 Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:
 Subject to the reservation recorded in the
 Final Act.
 Charles Henry Blake.

Pelos Estados Unidos da América:

Pelo Uruguai:
 Ad referendum:
 E. Rodríguez Fabregat.

Pela Cidade do Vaticano:
 Monseigneur Thomas J. McMahon.

Pela Venezuela:

Pelo Vietname:

Pelo Iémene:

Pela Jugoslávia:



MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

10.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública

De harmonia com as disposições do artigo 7.º do Decreto-Lei n.º 25 299, de 6 de Maio de 1935, se publica que S. Ex.ª o Ministro da Educação Nacional, por seu despacho de 6 de Maio de 1958, autorizou, nos termos do § 2.º do artigo 17.º do Decreto n.º 16 670, de 27 de Março de 1929, a seguinte transferência de verba no orçamento vigente deste Ministério:

CAPÍTULO 6.º

Direcção-Geral do Ensino Primário

Direcção do Distrito Escolar de Braga

Do artigo 833.º «Outras despesas com o pessoal», n.º 1) «Ajudas de custo», para o artigo 833.º «Outras despesas com o pessoal», n.º 2) «Despesas de deslocação, subsídios de viagem e de marcha» 1.000\$00

Conforme o preceituado no artigo 14.º do Decreto n.º 41 474, de 23 de Dezembro do ano findo, esta alteração mereceu, por despacho de 28 de Maio do actual ano, a confirmação de S. Ex.ª o Subsecretário de Estado do Orçamento.

10.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública, 31 de Maio de 1958.— O Chefe da Repartição,
Manuel Miranda.